

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/WPPS/W/7/Add.24

27 janvier 1997

(97-0340)

Groupe de travail des services professionnels

Original: anglais

COMMUNICATION DE LA POLOGNE

Réponse au questionnaire sur le secteur des services comptables

La communication ci-après est distribuée à la demande de la Pologne.

I. GENERALITES

1. Quels sont les titres professionnels des professionnels comptables dans votre pays? Ces titres professionnels sont-ils protégés? Veuillez préciser comment.

Les personnes qui exercent une profession comptable sont des experts-comptables. Conformément à la Loi sur l'audit et la publication des états financiers en date du 19 octobre 1991 et à la Loi sur les professionnels comptables et l'autoréglementation de la profession (Journal officiel, 1991, n° 111, rubrique 480; Journal officiel, 1992, n° 21, article 85 et Journal officiel, 1994, n° 4, rubrique 17), ceux-ci sont qualifiés pour vérifier les états financiers. Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette loi, la vérification des états financiers était effectuée par les comptables agréés nommés par le Ministre des finances. Ceux-ci peuvent maintenant être inscrits, sur demande, sur la liste des experts-comptables.

Depuis le 1er janvier 1995, ces activités sont réglementées par la Loi sur les professionnels comptables et l'autoréglementation de la profession en date du 13 octobre 1994 (Journal officiel, 1995, n° 121, rubrique 529), en vertu de laquelle les états financiers ne peuvent être vérifiés que par des experts-comptables remplissant les conditions prévues par la loi.

Le titre d'expert-comptable est protégé. Cette protection ne relève pas de la Loi sur les professionnels comptables. Les dispositions réglementaires applicables en l'espèce sont celles de la Loi sur la comptabilité du 29 septembre 1994 (Journal officiel n° 121, rubrique 591). L'article 66 1) de cette loi stipule que l'audit des états financiers doit être effectué par des experts-comptables remplissant les conditions requises pour formuler une opinion objective et impartiale et l'article 66 5) dispose que tout audit qui n'est pas conforme aux dispositions du paragraphe 1 ou du paragraphe 3 est, de plein droit, frappé de nullité.

La loi protège non pas le titre professionnel en soi, mais les activités réservées aux experts-comptables.

Cela étant, d'autres lois, ne relevant pas du droit commercial traitent de la protection des titres professionnels. Par exemple, l'usurpation d'un titre professionnel est un délit au regard du Code des infractions.

2. Comment le secteur des services comptables est-il réglementé dans votre pays: par la loi, par des règles propres à la profession ou par une combinaison des deux?

Le secteur des services comptables est réglementé par la Loi sur la comptabilité du 29 septembre 1994 (Journal officiel n° 121, rubrique 591) et par un organisme professionnel.

3. Y a-t-il dans votre pays des dispositions visant à protéger les noms des sociétés professionnelles, qu'elles soient nationales ou étrangères?

Les règles juridiques régissant la protection des noms des sociétés professionnelles sont contenues notamment dans la Loi contre la concurrence déloyale et dans le Code de commerce.

4. Quelles sont les organisations professionnelles dans votre pays? Sont-elles reconnues par la loi comme des organismes de réglementation ou de discipline pour la profession de comptable dans votre pays, ou ces fonctions sont-elles exercées par d'autres institutions (veuillez préciser)?

L'organisation professionnelle est la Chambre nationale des experts-comptables, dont les membres sont des experts-comptables et des entités habilitées à effectuer l'audit des états financiers. Elle a notamment pour fonction de veiller à ce que ses membres respectent les normes professionnelles et les règles de déontologie.

L'Association polonaise des comptables, fondée il y a plus de 90 ans, est un autre organisme professionnel, qui contrôle les activités de ses membres, conformément à ses statuts.

5. Combien de membres ces organisations professionnelles comptent-elles? Comment, selon les estimations, se répartissent-ils entre les catégories suivantes:

- personnes exerçant à titre libéral;
- personnes exerçant dans des entreprises industrielles ou commerciales;
- personnes exerçant dans le secteur public;
- personnes exerçant dans l'enseignement;
- personnes sans emploi (retraités, etc.);
- autres.

La Chambre nationale des experts-comptables compte 8 373 membres, dont 6 082 sont inscrits sur la liste des experts-comptables en exercice.

6. Quelle est la gamme des activités régulièrement exercées par les professionnels comptables dans votre pays?

Les activités des experts-comptables sont notamment les suivantes:

- 1) audit des états financiers;
- 2) tenue des comptes;
- 3) études économiques et financières;
- 4) conseil fiscal;
- 5) conseil en matière d'organisation et d'automatisation de la comptabilité;
- 6) liquidation-redressement judiciaire;
- 7) activités d'enseignement et de publication dans le domaine de la comptabilité.

7. Lesquelles de ces activités sont réglementées dans votre pays?

Toutes les activités mentionnées dans la réponse à la question 6 sont soumises à une réglementation nationale (article 10 3) de la Loi sur les professionnels comptables).

8. Lesquelles de ces activités sont, dans votre pays, réservées par la loi aux professionnels comptables, exercées tant par des professionnels comptables que par d'autres personnes (veuillez préciser), voire interdites aux professionnels comptables, par exemple en raison d'une prohibition totale ou du fait que le cumul de certaines activités considérées comme incompatibles ou s'excluant réciproquement n'est pas autorisé?

Les activités mentionnées dans la réponse à la question 6 ne s'excluent pas mutuellement, sauf dans les circonstances prévues à l'article 66 2) de la Loi sur la comptabilité, lorsque le professionnel:

- 1) détient des parts ou tout autre titre de propriété de l'entité, de sa société mère ou d'une société associée ou affiliée, sauf s'il s'agit d'entreprises de construction;
- 2) est ou était au cours des trois années précédentes un représentant légal (mandataire), un membre de l'organe de surveillance ou un employé de l'entité, de sa société mère ou d'une société associée ou affiliée;
- 3) a participé, au cours des trois années précédentes, à la tenue des comptes ou à l'audit des états financiers examinés;
- 4) a tiré plus de 50 pour cent de son revenu annuel, pendant au moins un an au cours des cinq années précédentes, de la fourniture de services à une entité ou plusieurs entités dont il détient plus de 20 pour cent des parts - sauf pendant la première année d'activité professionnelle;
- 5) est marié ou a un lien de parenté direct, au second degré, avec une personne qui gère l'entité ou qui siège à son organe de surveillance, ou est lié à cette personne pour cause d'adoption ou de tutelle, ou emploie cette personne lors de la vérification des états financiers;
- 6) n'est pas en mesure, pour d'autres raisons, de formuler une opinion objective et impartiale.

Dans l'un quelconque de ces cas, l'expert-comptable n'est pas habilité à vérifier les états financiers de l'entité. Parmi les activités mentionnées dans la réponse à la question 6, l'audit des états financiers est réservé par la loi aux experts-comptables.

Les activités mentionnées dans la réponse à la question 6 peuvent être exécutées avec le concours d'autres professionnels, comme des avocats ou des informaticiens.

II. PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE QUALIFICATIONS**9. Quelles sont les prescriptions en matière de qualifications pour l'exercice de ces activités dans votre pays en ce qui concerne le niveau d'études universitaires/supérieures, la pratique et les examens professionnels? Précisez le nombre d'années requises pour chaque élément et les différences selon les activités visées (audit, liquidation-redressement judiciaire, fiscalité, etc.).**

Conformément à l'article 5 de la Loi sur les professionnels comptables et l'autoréglementation de la profession, pour devenir expert-comptable, il faut:

- 1) être de nationalité polonaise, jouir pleinement de ses droits civiques et être doté de la pleine capacité juridique;
- 2) être intègre et avoir des activités garantissant la bonne exécution des fonctions d'un expert-comptable;
- 3) être diplômé de l'enseignement supérieur;
- 4) faire deux années d'apprentissage agréées par la Commission d'examen;
- 5) après les deux années d'apprentissage, faire un stage de deux ans agréé par la Commission d'examen, sous la surveillance d'un expert-comptable;
- 6) passer avec succès les examens d'expertise comptable organisés par la Commission d'examen;
- 7) obtenir un diplôme d'expert-comptable.

L'activité professionnelle dans les domaines du redressement judiciaire et de la fiscalité n'est pas soumise à une réglementation particulière.

10. Y a-t-il des conditions préalables à remplir pour commencer la formation professionnelle: âge minimum, diplôme ou titre particulier, études antérieures, affiliation à une organisation professionnelle, acquittement de droits, autres (veuillez préciser)?

Quiconque souhaite se perfectionner peut suivre une formation. Pour être admis à passer l'examen d'expertise comptable, il faut:

- 1) être de nationalité polonaise, jouir pleinement de ses droits civiques et être doté de la pleine capacité juridique;
- 2) être intègre et avoir des activités garantissant la bonne exécution des fonctions d'un expert-comptable;
- 3) être diplômé de l'enseignement supérieur.

11. Quelles sont les matières devant figurer au programme de formation: comptabilité, audit, fiscalité, droit commun, économie, déontologie, informatique, autres (veuillez préciser)?

Les matières enseignées sont celles sur lesquelles portent les examens, à savoir:

- 1) système d'information et informatique;
- 2) comptabilité générale et publication;
- 3) comptabilité analytique et comptabilité de gestion;
- 4) économie et gestion;
- 5) finance;
- 6) droit civil et commercial;
- 7) obligations et procédure fiscales, fiscalité indirecte, droits de douane;

- 8) imposition des revenus;
- 9) vérification des comptes et autres services d'expertise comptable.

III. NORMES TECHNIQUES ET DEONTOLOGIE

12. Pour quelles activités existe-t-il des normes nationales (audit, comptabilité, liquidation-redressement judiciaire, autres)? Veuillez préciser leurs principaux objectifs.

Il existe des normes nationales pour l'audit; ces normes régissent l'activité professionnelle des experts-comptables. L'audit sert à obtenir des informations permettant à l'entité habilitée (l'expert-comptable agissant en son nom) de déterminer sans ambiguïté si les livres comptables et les pièces justifiant les écritures ainsi que les états financiers annuels établis sur cette base sont conformes aux règles énoncées dans la Loi sur la comptabilité, c'est-à-dire s'ils sont réguliers et si les états financiers donnent une image fidèle et transparente de la situation financière, du résultat et de la rentabilité de l'entité considérée. Pour s'acquitter de cette tâche - conformément à l'article 65 1) de la Loi sur la comptabilité - l'expert-comptable procède à un examen, comme il le juge nécessaire, en signalant à l'entité tout élément des comptes et/ou des états financiers annuels qu'il convient de modifier ou d'améliorer.

Au terme de cet examen, l'expert-comptable établit un rapport où il exprime une opinion motivée.

13. Quelle organisation ou institution élabore ces normes et en surveille l'application? Quelles sont les conséquences d'un non-respect des normes (pour le professionnel, pour les clients, etc.)?

Les règles régissant les activités professionnelles des experts-comptables sont élaborées et adoptées par le Conseil national des experts-comptables, en consultation avec le Ministre des finances; leur application est surveillée par la Chambre nationale des experts-comptables. En cas de non-respect des règles ou des lois pertinentes, les membres encourent des sanctions disciplinaires, telles que:

- avertissement;
- blâme;
- suspension pour une durée de un à trois ans;
- radiation de l'ordre professionnel (voir l'article 31 2) de la Loi sur les professionnels comptables).

Cela n'exclut pas la responsabilité pénale de l'expert-comptable, qui est passible, en vertu de l'article 78 de la Loi sur la comptabilité, d'une peine d'emprisonnement de deux ans au plus, ou d'une *amende*, ou des deux à la fois, s'il formule à dessein une opinion inexacte sur les comités ou les états financiers annuels de l'entité. En l'absence de faute caractérisée, l'expert-comptable est passible d'une amende fixée par un tribunal ordinaire.

Une personne chargée de la comptabilité d'une entité encourt aussi des sanctions pénales si les comptes ne sont pas tenus ou le sont d'une manière qui n'est pas conforme aux dispositions de la loi ou s'ils contiennent des informations erronées. Cela s'applique également aux professionnels chargés de la vérification des comptes, conformément à la Loi sur la comptabilité. Ces infractions sont punissables d'une peine d'emprisonnement de deux ans au plus ou d'une amende, ou des deux à la fois (article 77 de la Loi sur la comptabilité).

Les personnes qui, en violation de la Loi sur la comptabilité, refusent de fournir des informations à un expert-comptable ou fournissent des informations, des explications ou des déclarations sous serment qui sont inexactes, ou qui entravent le travail de l'expert-comptable sont également passibles de sanctions pénales (article 79 2) de la Loi sur la comptabilité).

14. Les normes internationales élaborées par l'IFAC (Normes et recommandations internationales en matière de formation, Normes internationales d'audit) et l'IASB (Normes comptables internationales) sont-elles reconnues ou utilisées dans votre pays? Dans l'affirmative, veuillez préciser comment. Dans la négative, veuillez indiquer pourquoi.

Les normes internationales établies par l'IFAC ont servi de guide dans l'élaboration des règles régissant l'activité professionnelle des auditeurs agréés. Les règlements de l'IASB ont également été utilisés. Ces règles sont donc connues et appliquées en Pologne.

15. Pour quelles activités existe-t-il un code de déontologie particulier (audit, comptabilité, liquidation-redressement judiciaire, autres)? Veuillez indiquer ses principaux objectifs.

Les règles de déontologie propres aux experts-comptables s'appliquent à l'ensemble de la profession.

Ces règles reposent sur les principes de diligence et d'impartialité, de compétence professionnelle, d'objectivité, de confidentialité et d'indépendance. Elles traitent également des questions de procédure, de la rémunération, des relations entre les membres de la Chambre et de la fourniture de services à l'étranger.

16. Quelle organisation ou institution élabore ce code et en surveille l'application? Quelles sont les conséquences d'une violation du code de déontologie par un professionnel ou une société?

Les règles de déontologie régissant les activités professionnelles des experts-comptables sont élaborées et adoptées par l'Assemblée nationale des experts-comptables; leur application est surveillée par la Chambre nationale des experts-comptables. En cas de non-respect de ces règles, l'expert-comptable encourt des sanctions disciplinaires - avertissement, blâme, suspension pour une durée de un à trois ans ou radiation de l'ordre professionnel (article 31 2) de la Loi sur les professionnels comptables).

17. Y a-t-il des restrictions en matière de commercialisation, de démarchage ou de publicité?

La commercialisation, le démarchage et la publicité sont soumis à des règles de déontologie provisoires propres aux experts-comptables, qui sont énoncées dans le chapitre intitulé "Activité promotionnelle et publicité"; ces règles sont conformes aux normes généralement admises.

18. Y a-t-il des restrictions concernant la fixation des honoraires (niveaux plancher/plafond imposés, barèmes indicatifs, etc.)?

Il n'y a aucune restriction en la matière.

IV. PRESCRIPTIONS ET PROCEDURES EN MATIERE D'AGREMENT

19. Outre les prescriptions en matière de qualifications, quelles sont dans votre pays les prescriptions en matière d'agrément pour les personnes physiques?

Les conditions à remplir pour obtenir l'agrément sont les suivantes:

- 1) affiliation à une organisation professionnelle;
- 2) enregistrement auprès de la Chambre nationale des experts-comptables;
- 3) souscription d'une assurance responsabilité civile;

- 4) prestation de serment;
- 5) absence de condamnation pénale;
- 6) âge minimum de 18 ans;
- 7) intégrité et poursuite d'activités garantissant la bonne exécution des fonctions d'un expert-comptable;
- 8) autres (article 11 1) de la Loi sur les professionnels comptables et l'autoréglementation de la profession); pour être autorisé à pratiquer l'audit des états financiers, un expert-comptable doit:
 - a) exercer à titre individuel et en son propre nom;
 - b) être un associé dans une société civile, une société à responsabilité limitée ou une société en commandite simple;
 - c) être employé par une entité du genre mentionné aux alinéas a) et b) ci-dessus ou par une personne morale autorisée à pratiquer l'audit.

20. Y a-t-il des conditions à remplir pour pouvoir s'affilier à l'organisation ou aux organisations professionnelles pertinentes? Veuillez donner des précisions.

Non, aucune condition n'est imposée.

21. Y a-t-il des prescriptions spécifiques en matière d'agrément pour les sociétés professionnelles?

En vertu de la Loi sur l'expertise comptable et l'autoréglementation de la profession, pour être habilité à pratiquer l'audit des états financiers (c'est-à-dire pour obtenir des droits professionnels), un cabinet doit satisfaire aux conditions suivantes:

- 1) il doit être inscrit sur la liste des entités habilitées à pratiquer l'audit, c'est-à-dire qu'il doit être affilié à la Chambre nationale des experts-comptables;
- 2) il doit souscrire une assurance responsabilité civile;
- 3) il doit employer des auditeurs agréés;
- 4) la majorité des membres du conseil d'administration doivent être des experts-comptables; si le conseil ne comporte que deux membres, l'un d'eux doit être un expert-comptable;
- 5) la majorité des droits de vote au sein de l'organe de surveillance de l'entité (conseil de surveillance, comité d'audit) ou, à défaut, parmi les actionnaires ou les associés, doit être détenue par des experts-comptables.

22. Une demande d'agrément peut-elle être déposée à tout moment dans l'année ou y a-t-il des dates à respecter? Combien de temps faut-il pour mener à bien la procédure d'agrément? Veuillez donner des précisions en cas de différences entre les personnes physiques et les sociétés professionnelles.

La demande d'agrément peut être déposée à tout moment. Le délai d'enregistrement est d'environ un mois. Il n'y a pas de différence de procédure.

23. Y a-t-il des différences sur le plan des prescriptions et/ou procédures en matière d'agrément selon les activités visées (audit, liquidation-redressement judiciaire, etc.)? Veuillez donner des précisions. Quel type de documentation est nécessaire/accepté? Les documents émis dans d'autres pays sont-ils acceptables? Veuillez donner des précisions.

Il n'y a pas de différence. Seules les sociétés remplissant les conditions énoncées dans la réponse à la question 21 peuvent être inscrites sur la liste des entités autorisées à pratiquer l'audit des états financiers.

Pour être inscrit sur cette liste, il faut fournir à la Chambre nationale des experts-comptables les documents suivants:

- 1) pour les personnes exerçant à titre individuel, en leur propre nom et pour leur propre compte, et pour les associés d'une société civile - demande d'inscription et confirmation de l'inscription au registre des activités économiques;
- 2) pour les associés d'une société en commandite simple ou d'une société à responsabilité limitée et pour les personnes morales - demande d'inscription, certificat notarié et inscription au registre du commerce (extrait).

Les documents émis dans d'autres pays ne sont pas acceptés.

24. Que se passe-t-il lorsque la personne physique ou la société professionnelle ne respecte plus les conditions régissant l'agrément?

Si une entité autorisée à pratiquer l'audit ne remplit plus les conditions prescrites par la loi, auxquelles elle devait satisfaire pour obtenir son inscription sur la liste des entités habilitées à vérifier les états financiers, la Chambre nationale des experts-comptables peut engager une procédure pour remédier à toute insuffisance ou pour radier la société de la liste. Si un comptable agréé ne respecte plus les conditions d'agrément, une procédure disciplinaire est engagée.

V. RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS

25. Les qualifications obtenues par les professionnels étrangers dans un autre pays peuvent-elles être prises en compte? Des accords bilatéraux ont-ils été conclus avec d'autres pays à ce sujet?

Les professionnels étrangers peuvent être inscrits, à leur demande, sur la liste des experts-comptables en exercice, à condition que leurs qualifications soient reconnues dans les pays de l'Union européenne et qu'ils passent avec succès un examen en polonais sur le droit commercial polonais, organisé par la Commission d'examen (article 15 2) de la Loi sur les professionnels comptables).

Il n'existe pas d'accords bilatéraux à ce sujet.

26. Existe-t-il des accords de reconnaissance automatique ou de reconnaissance mutuelle entre les organisations professionnelles dans votre pays et leurs homologues dans d'autres pays? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les principales caractéristiques de ces accords; dans la négative, veuillez en donner la raison.

Il n'existe pas de système de reconnaissance automatique, ni d'accord de reconnaissance mutuelle entre l'organisation polonaise des experts-comptables et ses homologues étrangers.

27. Lorsque les qualifications acquises à l'étranger peuvent être prises en compte, l'intéressé doit-il passer un examen local complet ou recevoir une formation locale pendant plus de 12 mois? Veuillez donner des précisions. La pratique d'une activité de comptabilité réglementée est-elle toujours subordonnée à un agrément local? Veuillez préciser les cas dans lesquels il n'en est pas ainsi.

Les Polonais ou les ressortissants d'autres pays qui possèdent des qualifications étrangères reconnues dans l'Union européenne peuvent obtenir leur reconnaissance en Pologne à condition de passer avec succès un examen en polonais sur le droit commercial polonais, organisé par la Commission d'examen. Cela s'applique aux experts-comptables, c'est-à-dire aux professionnels habilités à examiner les états financiers, une qualification étant toujours nécessaire pour exercer cette profession (article 15 1) de la Loi sur les professionnels comptables).

28. Quelles sont les prescriptions en matière d'agrément applicables aux professionnels étrangers autorisés à exercer dans leur pays d'origine? Certaines activités (réglementées) peuvent-elles être menées sous couvert d'un agrément étranger?

Les experts-comptables étrangers qui sont autorisés à exercer dans leur pays d'origine peuvent pratiquer l'audit en Pologne s'ils remplissent les conditions énoncées dans la réponse à la question 27 et s'ils sont inscrits sur la liste des experts-comptables en exercice. L'audit des états financiers, ne peut pas être pratiqué sous couvert d'un agrément étranger.

VI. REGLEMENTATION REGISSANT L'ETABLISSEMENT D'UNE PRESENCE COMMERCIALE

29. Y a-t-il des restrictions concernant la forme que peut prendre l'établissement ("partnership", société de capitaux, autres)? Veuillez donner des précisions.

Conformément à la Loi du 24 février 1990 sur le contrôle des pratiques monopolistiques, la forme que peut prendre l'établissement d'une présence commerciale n'est soumise à aucune restriction. La Loi réglemente cependant les fusions opérées par le rachat des actions de sociétés, y compris de sociétés nouvelles, lorsque le nombre de voix au sein de l'organe constituant et le chiffre d'affaires annuel de la société dépassent un certain seuil. La fusion peut être interdite si elle a pour effet de conférer à une entité une position dominante sur le marché ou de renforcer sa position dominante.

30. Y a-t-il des restrictions concernant l'investissement étranger direct et la participation en capital social, y compris des restrictions s'appliquant aux personnes physiques ou sociétés professionnelles n'ayant pas de qualifications locales? Veuillez donner des précisions.

La Loi impose certaines restrictions aux investissements directs, sans faire de distinction entre les investisseurs étrangers et locaux; la considération la plus importante étant l'incidence des investissements sur la concurrence sur le marché intérieur. La Loi oblige à notifier les activités précédant la fusion de sociétés afin d'éviter la formation de monopoles.

En particulier, l'achat ou le rachat, en une ou plusieurs fois, des actifs d'une société est soumis à un contrôle légal si la valeur consolidée de ces actifs dépasse 2 millions d'écus.

Les fusions par rachat d'actions sont soumises à un contrôle limité. L'obligation de notification ne s'applique que si la proportion de droits de vote et le chiffre d'affaires annuel des sociétés concernées

dépassent le seuil fixé. Dans le cas de l'achat ou du rachat d'actions, le chiffre d'affaires au cours de l'année civile précédant la fusion ne doit pas dépasser 5 millions d'écus. Dans le cas du rachat d'actions par des institutions financières, ce seuil ne s'applique qu'à l'entité rachetée. Dans les autres cas, le chiffre d'affaires annuel consolidé englobe les ventes de l'acquéreur.

Dans le cas d'une fusion entre banques, il est obligatoire de notifier le projet de fusion si la valeur consolidée des fonds propres des banques à la fin de l'année civile précédant l'opération est supérieure à 50 millions d'écus.

31. Y a-t-il une obligation de recruter sur place un nombre ou un pourcentage minimum de directeurs, cadres ou employés (veuillez donner des précisions)?

Aux termes de la Loi sur le contrôle des pratiques monopolistiques, il n'est pas obligatoire de recruter sur place un nombre ou un pourcentage minimum de directeurs, cadres ou employés.

32. Y a-t-il des restrictions concernant la faculté des sociétés professionnelles établies localement d'instaurer des relations internationales (participation à un réseau international, association avec des sociétés étrangères, etc.)? Veuillez donner des précisions.

La Loi n'impose aucune restriction particulière concernant la faculté des sociétés professionnelles établies localement d'instaurer des relations internationales.

33. Y a-t-il des restrictions concernant l'utilisation de noms internationaux ou étrangers par les sociétés professionnelles?

La Loi n'impose aucune restriction concernant l'utilisation de noms internationaux ou étrangers par les sociétés professionnelles.

VII. REGLEMENTATIONS REGISSANT L'ADMISSION ET LE SEJOUR TEMPORAIRE DES PERSONNES PHYSIQUES AUX FINS DE LA FOURNITURE DE SERVICES COMPTABLES

34. L'admission et le séjour des professionnels sont-ils subordonnés à une analyse des besoins du marché du travail ou soumis à toute autre restriction? Veuillez donner des précisions.

35. Y a-t-il une procédure facilitant l'admission et le séjour temporaire des professionnels aux fins de la fourniture de services comptables? Veuillez donner des précisions.

36. Y a-t-il des restrictions concernant l'embauche de professionnels locaux par des sociétés et des professionnels étrangers? Veuillez donner des précisions.

Réponse aux questions 34 à 36

Un expert-comptable étranger peut exercer en Pologne s'il est inscrit sur la liste des experts-comptables en exercice et s'il obtient un poste dans une entité habilitée à pratiquer l'audit.

VIII. PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE NATIONALITE/RESIDENCE

37. Une condition concernant la nationalité/résidence est-elle imposée pour exercer certaines activités, commencer une formation, obtenir l'agrément, devenir membre d'une organisation professionnelle, etc.? Veuillez donner des précisions.

38. Une condition concernant l'établissement, la résidence préalable ou la résidence est-elle imposée pour exercer certaines activités, obtenir l'agrément, devenir membre d'une organisation professionnelle, etc.? Veuillez indiquer les conditions applicables et ce qu'il faut entendre par établissement, résidence, etc. le cas échéant. L'établissement professionnel dans plusieurs pays est-il possible?

Réponse aux questions 37 et 38

Les entités étrangères qui sont habilitées à pratiquer l'audit et qui sont basées dans un autre pays ne peuvent pas établir de bureau de représentation ou de succursale en Pologne. De même, les entités polonaises qui sont autorisées à pratiquer l'audit ne peuvent pas établir de bureau de représentation ou de succursale à l'étranger.